

ENTRETIEN AVEC PATRICK BOULTE

Cofondateur de SNC en 1985, Patrick Boulte est l'auteur de ces deux livres :
« Individus en friche », 1995 et
« Se construire soi-même pour mieux vivre ensemble », 2011.



Sommes-nous tous « employables » ?

Dans les accompagnements que l'on fait dans le cadre de SNC, parmi ceux qui recourent à un emploi de solidarité, je vois de plus en plus de gens qui relèvent d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et de plus en plus les accompagnateurs sont amenés à inciter des personnes accompagnées à demander cette reconnaissance. Le niveau d'exigence de l'emploi est de plus en plus grand, il se trouve aussi dans le secteur associatif, c'est un peu une norme d'efficacité qui est demandée par tout le monde et les personnes qui relèvent du statut de travailleur handicapé trouvent de plus en plus difficilement du travail. Les exigences du monde du travail aujourd'hui et les exigences d'une société de plus en plus individualiste créent du handicap. Il est considéré qu'il est normal de s'assumer : « On te congratule d'avoir pris soin de toi. »

Ces élections présidentielles n'ont pas brillé par leur débat sur le chômage ni sur l'Europe. Un peu de débat seulement sur le revenu universel que les associations ont refusé parce que c'est du travail qu'ils veulent et pas seulement une allocation.

Le fond du paysage français c'est que l'on est devant nos propres pratiques en matière d'emploi et il y a un moment où on réalise qu'on a toujours en tête l'idée que si les gens ne trouvent pas d'emploi c'est qu'ils ne cherchent pas vraiment. C'est plus une explication qu'on se donne à soi-même qu'une réalité. À SNC on est incités à croire à l'emploi. L'équilibre central repose sur l'emploi. Le besoin d'emploi repose sur le besoin d'une utilité sociale, et d'être reconnu dans sa famille. Par rapport à son conjoint qui a un emploi, l'absence d'emploi devient vite insupportable. Ou alors c'est la personne handicapée qui a besoin de relations sociales, d'un minimum d'utilité sociale et de ne pas vivre uniquement des subsides publics. Le constat qu'on fait, c'est le besoin d'emploi. À SNC, on a vu dans l'idée de revenu universel l'idée sous-jacente de se débarrasser du problème de l'absence d'emploi. Je comprends qu'ALERTE soit réticente vis-à-vis du revenu universel. Il faudrait revaloriser le RSA, mais de manière à ce qu'il n'entre pas en concurrence avec un revenu d'emploi. Dans les années 1980, le syndicat des chômeurs parlait de ce revenu universel. Mais en ce temps-là il n'y avait aucune allocation pour beaucoup de chômeurs, le RSA n'existait pas.

L'absence de ce type de débat lors des dernières élections tient beaucoup à notre culture nationale qui met ce thème en queue de nos préoccupations alors même qu'on dit le contraire. Quand on demande aux gens, l'emploi est leur première préoccupation, mais de facto cela ne se vérifie pas, ce n'est pas la priorité. Ce n'est pas parce qu'ils n'y peuvent rien, c'est peut-être parce qu'ils ne veulent pas voir les conséquences d'une priorité donnée à l'emploi. Conséquences notamment sur le niveau de leur revenu. J'ai été impressionné au cours des dernières années que les politiques publiques, ou réglementaires, ne posaient jamais la question de leur impact sur l'emploi. C'est donc bien la preuve que dans ces politiques la priorité n'est pas donnée à l'emploi. Quelques positionnements syndicaux montrent que pour eux aussi la priorité n'est pas donnée à l'emploi. Lorsqu'on se compare à l'Allemagne qui a un taux de chômage deux fois moindre que le nôtre, on objecte que le taux de pauvreté est différent. S'il y a un peu plus de pauvreté en Allemagne, le taux de chômage est deux fois supérieur en France. Le taux d'indemnisation du chômage est à peu près équivalent dans les deux pays me semble-t-il.

Bruxelles est-elle vraiment responsable de la situation économique en France ?

Bruxelles n'a pas de responsabilité dans cette situation ! Bruxelles fonctionne avec certaines règles du jeu, différents critères pour tous les pays. Mais ce n'est pas à cause de Bruxelles que nous avons ce taux d'endettement. Elle n'est pas responsable de notre préférence pour l'investissement foncier plutôt que dans

les activités productives. Elle a des hypothèses de travail : l'économie sociale de marché, maximiser les chances du marché, la concurrence pour faire baisser les prix, les situations de monopole, tout ça, c'est

la préoccupation constante de Bruxelles avec quelques fois des excès. Dans cet effort pour conserver les critères de concurrence peut-être s'est-on quelques fois « tiré une balle dans le pied » par rapport aux États-Unis ou des pays qui se protègent beaucoup mieux que nous. On peut se poser la question.

Si on veut l'Europe, on en définit les règles du jeu, et à

partir de là on les applique. Mais nous nous donnons le droit de ne pas les appliquer. Il y a aussi d'autres causes : on peut regarder du côté de notre système de formation. On ne peut pas dissuader les gens d'aller dans les filières professionnelles et, en même temps, déplorer la chute de la production industrielle. Ce n'est pas cohérent. C'est un problème majeur. L'industrie permettait de redistribuer la richesse nationale sur l'ensemble du territoire. Elle s'implantait partout sur le territoire, y compris de tout petits modules, des petites unités, des petites usines à la campagne. Cela crée une certaine prospérité locale et les agriculteurs peuvent rester sur place parce qu'il y a de la vie. La raréfaction industrielle a induit la déshérence rurale. Je crois que la France n'aime pas l'industrie. C'est culturel, ce n'est pas Bruxelles. C'est le fait de gens qui n'ont jamais eu de difficultés, qui ont un certain niveau d'études, et qui valorisent un certain mode d'acquisition de connaissances par rapport à un autre, la formation intellectuelle par rapport à la formation pratique. Cela fait des années, notamment de la part des entreprises, que ces questions sont portées un peu dans le vide.

On dit que l'ouvrier français est plutôt rentable, compétent, courageux. N'est-ce pas contradictoire avec ce discours sur la France qui n'aime pas l'industrie ?

Ces ouvriers compétents ont passé le cap, ils aiment leur métier. Avec parfois un patriotisme d'entreprise.

Les a-t-on protégés contre la concurrence sauvage ?

C'est une question de choix. Il y a une culture bruxelloise qui est axée sur la concurrence, les conditions de la concurrence, il y a une espèce d'obsession de cela. D'abord parce que c'est dans les traités, et en plus ça correspond aux moyens d'action des fonctionnaires européens. Qui sont de faire des règlements, des normes, de façon à mettre tous les acteurs sur les mêmes rails. En réglementant la concurrence et en empêchant certains rapprochements ils ont freiné l'émergence de grands acteurs industriels européens ; Amazon, Google,... sont américains.

Tu avais participé à des rencontres européennes de chômeurs, à l'EAPN (European Anti Poverty Network - réseau européen contre la pauvreté).

Je manque d'information maintenant. Nous n'avons jamais été acteurs dans ce mouvement, même si nous étions proches. A l'époque j'avais rencontré à EAPN des britanniques qui étaient dans des mouvements de chômeurs et qui se battaient pour la défense des revenus des chômeurs, c'était leur thème. Je les comprenais du

point de vue britannique mais beaucoup moins du côté français. Je pense à Claire Villiers d'Agir contre le Chômage qui affirmait « nous sommes des désespérés de l'emploi » quand je lui demandais pourquoi les associations de chômeurs parlaient si peu de l'emploi.

Qui décide de l'avenir des chercheurs d'emploi ?

Les associations se méfient de tout ce qui est économique, elles sont davantage dans les thématiques de l'exclusion, de la grande pauvreté, des indemnités que dans les problèmes d'emploi. C'est la grande difficulté d'une association comme SNC ; on se retrouve très seuls. Le dialogue social est déséquilibré. Les préoccupations que l'on porte sur l'emploi ne sont comprises par personne. Quelques fois on a de petites avancées, sur les comités de liaison de Pôle emploi, l'accès des demandeurs d'emploi à une formation professionnelle, grâce à un directeur de Pôle emploi qui en a le souci, c'est un directeur engagé. Mais ces avancées restent très limitées et on reste devant un mur.



Rassemblement JOC - Paris 15 avril 2017

Quelle est l'efficacité du compte emploi formation ?

Cet outil, conçu récemment, n'est pas encore opérationnel, parce qu'il a été conçu indépendamment des utilisateurs. Ils n'ont pas été pris en compte. Cela ne veut pas dire qu'il est mauvais, mais les utilisateurs ne se le sont

pas encore approprié. Ce compte emploi formation suppose une très grande autonomie de la part des utilisateurs. Cela suppose qu'ils aient eux-mêmes leur propre stratégie, et qu'ils aillent négocier avec Pôle emploi l'accès à leur propre formation.

C'est a priori un bon outil mais qui demande encore à faire ses preuves, à être perfectionné. Le point de départ est que le chercheur d'emploi ait déjà détecté son propre besoin et sache à qui s'adresser. Il vaudrait mieux que le demandeur d'emploi s'adresse d'abord à la Région, qui a agréé un certain nombre de centres de formation puis ensuite se retourne vers Pôle emploi pour financer la formation choisie. Il y a donc deux interlocuteurs, et actuellement la jonction n'est pas faite entre les deux. Quand on ajoute les problèmes géographiques, par exemple lorsqu'il y a un stage à dix kilomètres du domicile mais auquel on n'a pas accès car ce n'est pas la même région. Tout cela pour dire que le compte personnel de formation, qui est une mesure intéressante, n'est cependant pas une mesure suffisante pour résoudre le problème.

Et le compte personnel d'activité ?

C'est un compte qui répertorie toutes vos activités professionnelles et extra-professionnelles. C'est encore

- loin d'être opérationnel, j'avoue que j'ai du mal à en saisir la logique.

Quels changements peut-on percevoir en trente années de ton point de vue d'accompagnateur à SNC ?

Les problèmes sont largement les mêmes qu'il y a trente ans. La technique, la méthode, de SNC est toujours pertinente. De nouveaux bénévoles se l'approprient. Cette activité demande un niveau d'exigence assez grand pour les bénévoles qui accompagnent et j'ai l'impression qu'il n'y a pas de déperdition sur ce plan. Les nouveaux groupes qui se créent sont attachés à se former. Aujourd'hui on compte près de 200 groupes.

Dans l'accompagnement on voit des gens qui se reconstruisent vraiment, au point même d'avoir comme deux identités différentes : celle d'avant et celle de maintenant ; comme cette personne, handicapée, qui a trouvé un travail adapté, un appartement, revoit ses enfants ; c'est admirable. Elle a retrouvé un équilibre de vie, je lui tire mon chapeau. Quand on commence à accompagner quelqu'un, on ne sait pas du tout où on va.



Rassemblement JOC - Paris 15 avril 2017

L'identité c'est quelque chose de mobile ?

Les bases de l'identité sont là, mais il faut bien construire quelque chose dessus. Une identité sociale, par exemple. Les accompagnateurs de SNC sont témoins de cette reconstruction et c'est cela qui les incite à reprendre un autre accompagnement.

Quand je me demande « qui je suis ? », c'est que j'ai déjà résolu nombre de problèmes. Auparavant il faut trouver les points où ça accroche. Pour qu'une expérience soit positive il faut que la personne accepte de se dire que là il y a quelque chose de solide. Ce n'est pas facile d'être confronté à cette exigence d'intériorité, rien ne nous y prépare. Mais dans les situations déstructurées, il faut en passer par là. Il y a quelque chose qui peut se construire. Les compétences professionnelles, ce n'est pas tant de savoir se servir d'un tournevis que de savoir parler à son voisin, de détecter l'information pertinente par rapport au problème qu'on se pose. Et c'est un peu ça qui est mis en œuvre dans l'accompagnement. C'est un moment de formation. Il ne faut pas que l'emploi vienne trop vite pour ne pas évacuer le passage par le vide sans lequel la reconstruction ultérieure n'est pas possible. Le rôle de l'accompagnateur n'est pas de faire des injonctions normatives mais d'aider la personne à se découvrir davantage elle-même.

Est-il vrai que l'emploi peut venir trop vite ?

Il ne faut pas généraliser. N'importe quel emploi peut nous sortir du fantasme, peut être indispensable pour

des questions matérielles, pour la confrontation avec le réel de la vie. Mais vouloir n'importe quel emploi, c'est recommencer pour la énième fois ce qu'on a déjà fait « n » fois.

Le chômage de longue durée est-il une expérience de mort ?

C'est une situation qui est révélatrice de problèmes, sans en être nécessairement à l'origine.

Le pays vit mal ce chômage.

Il le vit d'autant plus mal qu'il ne s'est pas confronté à sa réalité profonde. On reste dans des explications, y compris dans le secteur caritatif. Pour aller plus loin, il faudrait que la dimension transcendante de l'existence soit présente dans la culture. Je pense que notre culture est très défavorable à cela, or tout se joue là. Les existences individuelles sont telles aujourd'hui qu'il est vain de chercher des boucs émissaires, des alibis et autres dérivatifs.

Le transcendant, c'est d'abord se rendre compte qu'il y a un niveau de réalité qu'on ne connaît pas, qu'on ne maîtrise pas, mais qui est cependant

là. Et si on ne se fonde pas dessus rien ne tient. D'une certaine manière l'Eglise catholique, le pape François a abordé cette question. La dimension anthropologique du discours ecclésial était attendue. Le fait qu'ils regardent avec humilité l'ampleur de la question, comme « une sacrée équation à résoudre » est déjà un pas gigantesque. Cette posture, au lieu de dire « y a qu'à » est déjà un grand pas, car c'est une position de vérité.

Qu'est-ce qui peut nous détruire ?

Nous-mêmes. À partir du moment où la vie est impossible, je n'ai de cesse de me détruire, c'est la seule alternative. C'est un combat qui n'est jamais vraiment gagné. Devant l'impossibilité de vivre, on expérimente ces deux attitudes : se dire qu'il y a quelque chose en moi, qu'on appelle Dieu, que je n'atteins pas, mais c'est la seule explication qui fait que j'arrive à vivre ; ou se dire que ce n'est pas possible et qu'il faut détruire celui qui me pose la question : c'est l'autodestruction.

Le débat n'est-il pas nécessaire pour se retrouver soi-même comme facteur de cohésion sociale ?

L'éthique du débat : il y a là des fondamentaux qui ne sont pas très nombreux et qu'il est possible de se remémorer : la réalité des faits, la justesse selon des normes et l'authenticité, c'est-à-dire la cohérence entre ce que l'on est et ce que l'on dit de soi.

Propos recueillis le 12 mai 2017 ■